

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Ce-qu-ils-sont-entrain-de-nous-expliquer-sur-la-guerre>

Ce qu'ils sont entrain de nous expliquer sur la guerre

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 28 mai 2022

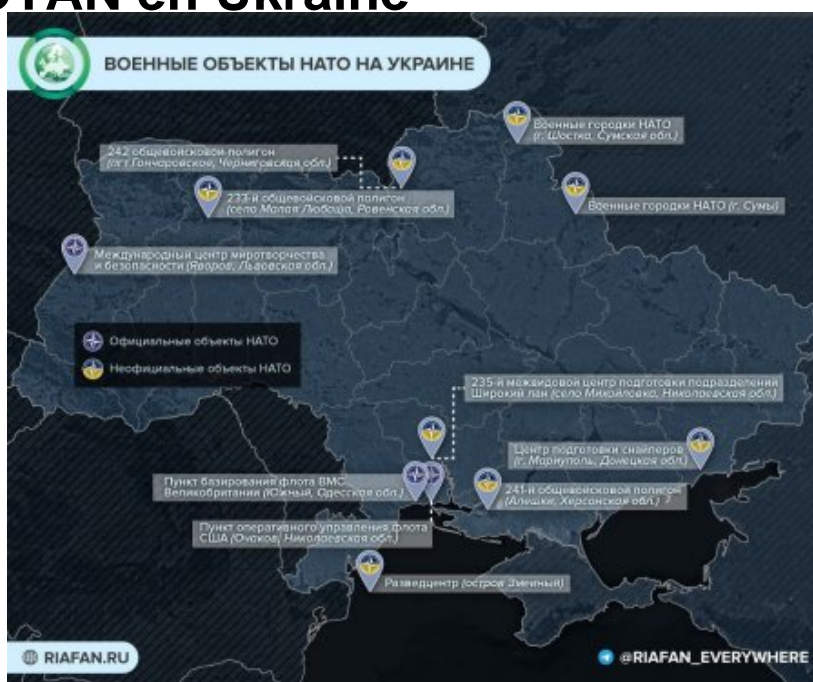
Description :

Ce qu'ils sont entrain de nous expliquer sur la guerre. L'Ukraine n'était pas dans l'OTAN, mais l'OTAN est en Ukraine depuis 2014. Trois mois après son déclenchement, comprenons mieux l'accumulation d'irresponsabilités multilatérales qui ont conduit à cette guerre (...) Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Ukraine n'était pas dans l'OTAN, mais l'OTAN est en Ukraine depuis 2014. Trois mois après son déclenchement, comprenons mieux l'accumulation d'irresponsabilités multilatérales qui ont conduit à cette guerre.

Sites de l'OTAN en Ukraine



Jaune et bleu :Installations non officielles de l'OTAN

Uniquement en bleu :

Installations officielles de l'OTAN

- ▶ **Polygone 242e de l'Armée régulière** de Goncharovsky, région de Chernigov.
- ▶ **Polygone 233e de l'Armée Régulière** de MalayaLiubasha, région de Rovno
- ▶ **Centre international** de maintien de la paix et de sécurité de Yavoriv, région de Lviv.
- ▶ **Base de la flotte britannique** de Yuzni, région d'Odessa.
- ▶ **Ochakov Base de commandement opérationnel de la flotte US**, région de Nikolayev.
- ▶ **Le centre d'observation et d'écoute** de l'île de Zmeinyi.
- ▶ **Centre de préparation 235**, village de Mikhailovka, région de Nikolayev.
- ▶ **Polygone 241e armée régulière** deAleshki, région de Kherson.
- ▶ **Centre d'entraînement des tireurs d'élite** de Mariupol, région de Donetsk.
- ▶ **Camp militaire de l'OTAN** de Shostka, région de Sumy.
- ▶ **Camp de l'OTAN**, Sumy.

Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine le 24 février, de nombreux détails de cette aventure criminelle et malheureuse nous étaient inconnus. Aujourd'hui, alors que les dangers d'escalade militaire entre l'Occident et la Russie augmentent de semaine en semaine au point de donner le vertige à un journal belliciste de New York, nous savons avec certitude que si l'Ukraine n'était pas dans l'OTAN, l'OTAN était bien en Ukraine. Depuis des années. Ce que cela signifiait et signifie en pratique, nous le savons, non pas grâce aux informations et à la propagande justificative

russes, mais grâce à des sources étasuniennes : les déclarations de personnalités US et les rapports des médias.

Le réarmement atlantiste de l'Ukraine a commencé immédiatement après la révolte populaire et l'opération de changement de régime de l'hiver 2014. Les forces nationalistes anti-russes, qui ne représentaient même pas la moitié du pays (le tableau a évidemment radicalement changé depuis), ont alors définitivement pris le pouvoir à Kiev. En abrogeant le précepte de non-alignement de la Constitution ukrainienne et en optant ouvertement pour une discipline occidentale résolue, ces forces ont rompu le délicat équilibre pluraliste entre les régions occidentale et orientale sur lequel reposait l'intégrité territoriale du pays, ont déclenché une guerre civile dans le Donbas et aussi l'annexion de la Crimée, réaction de consolation russe à la débâcle que les intérêts de Moscou avaient subie à Kiev et que l'administration Obama a lue comme un défi militaire intolérable méritant une punition exemplaire.

Selon l'*Institut international de recherche sur la paix de Stockholm* (SIPRI), entre cette date et 2021, l'Ukraine a augmenté ses dépenses militaires de 142 % (la Russie de 11 %).

À partir de 2015, les États-Unis ont dépensé 5 milliards de dollars en armes pour l'Ukraine. Au cours de la même période, « au moins 10 000 hommes des forces armées ukrainiennes par an » ont été formés « pendant plus de huit ans dans le cadre de l'OTAN », a rapporté le *Wall Street Journal* le 13 avril dans un article intitulé « [The Secret of Ukraine's Military Success : Years of NATO Training](#) ».

Beaucoup d'entre eux, au moins 80 000 hommes, ont été formés aux « normes militaires occidentales » et aux « tactiques de combat modernes » sur la base de Yavoriv (Yavorov), près de Lviv.

Yavoriv est un immense camp d'entraînement de 200 kilomètres carrés (trois fois la taille de l'agglomération parisienne), qui a été la cible d'une importante attaque de missiles russes le 13 mars. Il a d'abord été utilisé pour former des unités de la Garde nationale, puis des unités de l'armée régulière. Lorsque la guerre a commencé, « au moins huit pays de l'OTAN » formaient le personnel militaire ukrainien à Yavoriv. Les enseignements tirés de cet entraînement intensif et de cette modernisation « ont eu un impact significatif » sur le déroulement de la guerre, a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg.

La CIA a également formé des unités d'élite et de renseignement ukrainiennes sur le territoire des États-Unis. Le programme a rencontré des problèmes, le contingent étant soupçonné d'être infiltré par des informateurs russes, ce qui a nécessité des restrictions en matière d'information et des filtres de sécurité, a rapporté le correspondant en matière de sécurité Zach Dorfman en janvier. Les Russes étaient au courant de ce travail de la CIA. Le chef des opérations spéciales des services de renseignement ukrainiens, le colonel Maksim Shapoval, qui était lié au programme, a été tué le 27 juin 2017 à Kiev dans un attentat à la voiture piégée. L'attaque a été attribuée aux services secrets russes et considérée comme une réponse à d'autres attaques commises par Shapoval dans le Donbas.

Pendant que tout cela se passait, deux processus fondamentaux se sont déroulés en parallèle. Le premier a été le rejet actif par les États-Unis, et par conséquent par les Ukrainiens, des « [Accords de Minsk](#) », la formule de paix signée entre la Russie et l'Ukraine et négociée par la France et l'Allemagne, que ces deux pays ont laissé dépérir. Le second est le retrait unilatéral des États-Unis, en 2019, de l'accord sur les armes nucléaires à portée intermédiaire (INF) signé en 1987 par Reagan et Gorbatchev, qui avait marqué une étape importante pour la fin de la guerre froide en Europe.

Après avoir entendu pendant des années que l'élargissement de l'OTAN vers l'est n'était pas contre la Russie et que les batteries de missiles déployées en Roumanie et en Pologne étaient « contre l'Iran » (qui ne possédait pas, et qui ne possède toujours pas, de tels missiles à longue portée), les Russes ont été doublement irrités d'entendre le

Conseiller à la Sécurité Nationale de Trump, le dément John Bolton, expliquer à Moscou en octobre 2018 : le retrait des FNI n'est pas contre la Russie, leur a dit Bolton, mais contre la Chine, afin de pouvoir déployer ces armes nucléaires tactiques en Asie. La déclaration de M. Bolton selon laquelle la Russie n'est plus considérée comme une « menace » et que ce qui compte à Washington, c'est la Chine, n'a fait que blesser la fierté des dirigeants russes, conscients d'être une grande puissance en déclin.

En mars 2021, l'Ukraine a adopté une nouvelle stratégie militaire visant directement la reconquête militaire de la Crimée et du Donbas, ce qui, du point de vue du droit international, était tout à fait légitime, puisque les deux régions étaient des territoires ukrainiens, mais équivalait de façon pratique à une annonce de préparatifs de guerre contre la Russie.

En septembre de la même année, les États-Unis et l'Ukraine ont signé un accord dans lequel Washington s'engageait à fournir une assistance militaire pour restaurer l' « intégrité territoriale » de l'Ukraine, comme annoncé dans l'intention de la nouvelle doctrine militaire de Kiev.

La guerre a commencé en février, après que les États-Unis n'aient pas réagi à la proposition diplomatique de Moscou (neutralité de l'Ukraine, retrait des infrastructures militaires de l'OTAN de l'environnement de la Russie, entre autres) et que le président ukrainien ait annoncé, lors de la conférence de Munich sur la sécurité, son droit de disposer d'armes nucléaires à l'avenir.

Trois mois avant le début de l'invasion russe en novembre 2021, le directeur de la CIA William Burns s'était rendu à Moscou avec un message clair. M. Poutine était dans sa résidence de Sotchi, sur la mer Noire, mais M. Burns a prévenu que si les préparatifs d'invasion détectés à Washington étaient exécutés, il y aurait une forte réaction occidentale. Depuis Moscou, Burns s'est entretenu par téléphone avec Poutine. Sans prendre la peine de démentir les soupçons d'invasion de Washington, le président russe « lui a lentement récité une liste de griefs sur la façon dont les États-Unis ont ignoré les intérêts de la sécurité russe pendant des années ». Concernant l'Ukraine, Poutine lui a dit que « ce n'était pas un vrai pays » (WSJ, 1er avril), une idée que le président russe a défendue à plusieurs reprises et qui mérite une petite explication.

Selon une opinion russe assez répandue, une Ukraine hostile à la Russie et niant son pluralisme ethnolinguistique, culturel et religieux interne n'a pas le droit d'exister dans ses frontières actuelles. Un tel pays, considéré comme traître, peut être démembré, avec sa partie orientale liée à la Russie d'une manière ou d'une autre, un morceau occidental de la Ruthénie sub-carpatique incorporé à la Hongrie (un scénario que Poutine a sûrement transmis à Orban lors de la dernière visite de ce dernier à Moscou), un autre à la Pologne, et le reste, s'il en reste, pour un État ukrainien hostile mais inoffensif, enclavé et non lié, mais géographiquement isolé, dans son irrémédiable russophobie. Tout cela était déjà implicite en 1994, lorsqu'Alexandre Soljenitsyne a évoqué les « fausses frontières léninistes de l'Ukraine », injustifiables parce qu'elles « brisent des millions de liens familiaux et amicaux », dans son livre « *La question russe à la fin du XXe siècle* ».

Dans des conditions normales, cette mentalité se serait dissoute avec le temps, ou aurait été l'apanage de secteurs radicaux politiquement marginaux à Moscou, mais la rupture de 2014 à Kiev, avec l'affirmation d'une Ukraine « traîtresse » aux yeux de Moscou et résolument hostile à la Russie, ainsi que les propres problèmes internes de la Russie, l'ont placée au centre du pouvoir moscovite...

Pour en revenir au directeur de la CIA, à la mi-janvier, Burns s'est rendu secrètement à Kiev pour dire au président Zelenski ce qu'ils savaient de l'attaque russe imminente, avec une avancée rapide vers Kiev depuis le Belarus. Les Russes devaient occuper l'aéroport Antonov d'Hostomel, près de Kiev, avec des troupes spéciales aéroportées, qui devaient y débarquer des forces pour prendre la capitale. Les Ukrainiens ont également reçu des informations sur les cibles de la première vague de missiles russes destinés à détruire les défenses aériennes et antiaériennes

ukrainiennes dans les premières heures. Ces rapports ont permis d'économiser certaines ressources en les changeant de lieu, et de déjouer l'opération sur l'Hostomel.

Dès le début, l'OTAN avait les yeux (informations satellitaires) et les oreilles (interception des transmissions) pour l'armée ukrainienne, avec un flux intense d'informations en temps réel.

« Les services de renseignement US ont partagé des informations détaillées depuis avant le début de l'invasion (...) et travaillent maintenant en étroite collaboration avec d'autres partenaires pour repousser l'invasion russe », a rapporté dimanche le *Wall Street Journal*. La télévision NBC a rapporté le 26 avril que cela a permis d'abattre d'un avion de transport russe rempli de forces spéciales dans les premiers jours de l'invasion. Plus tard dans le même mois, le *Washington Post* a révélé que des coordonnées avaient été fournies pour couler par missiles le 14 avril, le croiseur amiral russe de la mer Noire « Moskva » que les Russes ont attribué non pas à une attaque mais à un « accident » pour ne pas perdre la face. Le *New York Times* a rapporté peu après que le nombre élevé de décès de hauts commandants russes au cours de la campagne, douze généraux en trois mois seulement selon le journal, était dû à des informations sur les coordonnées des postes de commandement et les heures auxquelles les hauts commandants devaient s'y trouver.

Tout cela nous ne le savions pas le 24 février, c'était préparé depuis de nombreuses années et donne une plus grande plausibilité aux arguments russes sur les motifs de l'invasion en tant que « guerre préventive ».

Dans son discours du 9 mai, jour de la Victoire, M. Poutine a répété les arguments déjà avancés aux premières heures du 24 février, lorsqu'il a déclaré qu'une attaque contre la Russie « n'était qu'une question de temps » :

« En décembre, nous avons proposé de signer un accord sur les garanties de sécurité (...) qui tiendrait compte des intérêts des deux parties, mais en vain. Tout cela en vain (...) Une autre opération punitive se préparait dans le Donbas, une invasion de nos terres historiques, y compris la Crimée. Kiev a déclaré qu'il pouvait se procurer des armes nucléaires. Le bloc de l'OTAN a procédé à un renforcement militaire actif le long de nos frontières. Une menace inacceptable était créée. Nous avons toutes les preuves qu'une confrontation avec les néo-nazis et les bandits soutenus par les États-Unis et leurs vassaux était inévitable. Nous avons vu des infrastructures militaires se mettre en place avec des centaines de conseillers étrangers et des envois réguliers d'armes modernes en provenance des pays de l'OTAN. La menace grandissait de jour en jour. La Russie a lancé une attaque préventive contre cette agression. Il s'agit d'une décision imposée, correcte prise par un pays indépendant, fort et souverain ».

Quoi qu'il en soit, la « *bonne décision* » a coûté la vie ou les terribles blessures de milliers de soldats et de civils, 13 millions de personnes déplacées et on estime qu'un tiers des infrastructures du pays ont été détruites. Sans compter l'effet des sanctions sur la Russie et l'Union Européenne, la soumission de cette dernière à l'OTAN, l'isolement international de la Russie (tempéré seulement par la possibilité du développement d'un bloc anti-occidental dans le monde à moyen ou long terme, une consolation incertaine) et les problèmes de faim et d'insécurité alimentaire qui se profilent en Afrique et au Moyen-Orient. Et comme enjeu majeur, la guerre entre *empires belligérants* prend définitivement le pas sur la nécessaire action concertée contre le changement climatique dans les priorités des dirigeants des grandes puissances. En bref : une véritable catastrophe planétaire, avec des années, voire des décennies, où les priorités et les objectifs fondamentaux de l'Humanité dans son ensemble sont mis de côté.

Au 1er mai, le Congrès US avait alloué un total de 13,67 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine au cours des deux premiers mois. Ajoutez à cela l'argent des armes provenant de la Grande-Bretagne et de l'Union européenne, ainsi que le désastre et les risques pour les deux parties découlant de l'objectif insensé des sanctions européennes formulées en mai par la folle présidente de la Commission Ursula von der Leyen : « anéantir, étape par étape, la base industrielle de la Russie ».

Dans ce contexte, depuis des mois, les déclarations et les reconnaissances des personnalités occidentales sur la

véritable nature de cette guerre se succèdent. Interrogé en mars dernier sur la question de savoir si les États-Unis et la Russie étaient engagés dans une *guerre par procuration* en Ukraine, l'ancien directeur de la CIA, Leon Panetta, a répondu dans une interview télévisée : « nous pouvons le dire ou pas, mais c'est de cela qu'il s'agit ».

Lors de sa visite à Kiev le 24 avril, le secrétaire US à la défense, Lloyd Austin, un homme de l'industrie de l'armement, l'a également confirmé en expliquant à ses interlocuteurs ukrainiens que « le but de notre réunion est de parler de ce qui nous permettra de gagner cette guerre ». L'utilisation de la première personne du pluriel ne laisse aucun doute sur l'identité de celui qui mène cette guerre. À peu près au même moment, l'éditorial du *New York Times* expliquait que le but de la guerre « est de mettre la Russie à genoux ». Entre-temps, le Congrès a déjà approuvé une aide supplémentaire de 40 milliards de dollars à l'Ukraine, dont 23 milliards pour l'aide militaire. Ajouté aux 13,67 milliards de dollars de la première phase, cela porte le total à 53 milliards de dollars, presque à égalité avec le budget militaire de la Russie. Aucun pays n'a jamais reçu autant d'aide étasunienne au cours des vingt dernières années.

La conclusion de tout cela est évidente : il ne s'agit pas seulement d'une guerre atroce et injustifiable de la Russie contre l'Ukraine, mais aussi et surtout d'une guerre de l'OTAN contre la Russie, pour l'instant sur le territoire ukrainien et avec l'Ukraine comme victime et instrument. Pourquoi « *pour l'instant* » sur le territoire ukrainien ?

L'entourage du président Zelensky dit qu'il y aura une contre-offensive militaire ukrainienne à la mi-juin », a déclaré le conseiller présidentiel Olexij Arestovich au quotidien allemand *Die Welt*, « capable de s'étendre en territoire russe ». « D'ici là, les Ukrainiens auront davantage d'armes provenant de l'étranger. Avant cela, c'est peu probable », dit-il.

« La contre-offensive ukrainienne a besoin de systèmes de missiles à moyenne et longue portée, d'artillerie de gros calibre et d'aviation », a déclaré dimanche au *Wall Street Journal* le général Kyrylo Budanov, chef du renseignement militaire ukrainien, âgé de 36 ans.

Sur les réseaux sociaux et dans les médias, triomphe une bêtise incapable de mesurer les risques et les conséquences de ce qu'elle propose. À la télévision russe, des journalistes et des analystes s'extasient sur la capacité d'un seul missile nucléaire russe « Sarmat » à « anéantir la Grande-Bretagne ». Dans le camp opposé, le délire des staliniens libéraux russes opposés à Poutine, dont beaucoup sont en exil et travaillent pour des organisations atlantistes, ne connaît aucune limite en appelant au démantèlement de leur propre pays, même au risque d'une guerre nucléaire. C'est un nouvel exemple du type d'opposition que les régimes autocratiques ont toujours suscité en Russie.

Ils reviennent avec leurs infâmes conseils occidentaux issus de la « thérapie de choc » des années 1990 en Russie, comme le fanatique incompetent Anders Aslund : « Mon humble conseil à l'OTAN serait :

1. Donnez le plus d'armes possible à l'Ukraine dès que possible,
2. Ouvrir les ports de la mer Noire à la navigation
3. Bombarder de manière préventive les principales villes russes pour s'assurer que Poutine n'utilisera pas d'armes chimiques ou nucléaires », dit-il.
4. « Les États-Unis doivent montrer qu'ils peuvent gagner une guerre nucléaire », écrit Seth Cropsy, président du *Yorktown Institute* dans le *Wall Street Journal*.

Face à ce spectacle, même le belliciste *New York Times* ressent le vertige des conséquences de la « mise à genoux de la Russie » proclamée dans son éditorial d'avril comme l'objectif de la guerre. Avec un oeil sur l'inflation et le désastre démocrate que l'on prédit pour les élections de mi-mandat en novembre, le journal note dans son éditorial

Ce qu'ils sont entrain de nous expliquer sur la guerre

du 19 mai que « le conflit pourrait prendre une trajectoire plus imprévisible et potentiellement en escalade » et se demande si cela est « dans l'intérêt de l'Amérique », estime qu'« une victoire décisive de l'Ukraine sur la Russie, dans laquelle elle récupère tous les territoires saisis par la Russie depuis 2014, n'est pas un objectif réaliste », conseille à Biden d'« expliquer les limites » à Zelenski, et rappelle enfin que l'adversaire « est toujours une superpuissance nucléaire ».

Trois mois après son déclenchement, nous comprenons mieux l'accumulation d'irresponsabilités multilatérales qui ont conduit à cette guerre.

Rafael Poch de Feliu*pour son [Blog personnel](#)

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalogne, le 24 mai 2022.

* **Rafael Poch de Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ». **Blogs** : [Diario de París](#) ; [Diario de Berlín \(2008-2014\)](#) ; [Diario de Pekín \(2002-2008\)](#) ; [Diario de Moscú \(2000-2002\)](#) ; [Cuaderno Mongol](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 28 mai 2022

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org